

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALORIE FLUOR

2, boulevard Bertrand DUGUESCLIN
34500 Béziers

Code AIOT : 0006512926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement CALORIE FLUOR implanté : 402, rue Clément Ader – ZAC Préclos à BUC (78530).

L'inspection a été annoncée le 08/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALORIE FLUOR
- 402- rue Clément Ader - ZAC Préclos 78530 Buc
- Code AIOT : 0006512926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Calorie Fluor est spécialisé dans la distribution de fluides frigorigènes vers les sites professionnels utilisateurs de ce gaz.

L'exploitant assure la distribution, le conditionnement, le stockage & le transport, le support technique & réglementaire et le traitement des déchets de fluide frigo issus de son activité.

Pour les fluides frigorigènes classés au titre de la rubrique 4718, l'exploitant n'assure qu'une activité de stockage avant réexpédition vers ses clients.

Le 31 mai 2024, l'exploitant du site CALORIE FLUOR a transmis la version n° 4 du porter à la connaissance, relatif à la mise en œuvre d'un stockage de fluides frigorigènes dangereux (de catégorie A2L), classés au titre de la rubrique 4718.

Pour encadrer cette nouvelle activité de stockage, de nouvelles prescriptions ont été fixées par arrêté préfectoral complémentaire du 24 septembre 2024.

L'inspection du 30 janvier 2025 a pour objectif de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de l'arrêté du 24 septembre 2024.

Le site de l'installation est, par ailleurs, inclus dans les sites ayant l'obligation de réaliser une campagne pour les composés per / polyfluoroalkylés (PFAS) ; le respect de cette obligation fait également l'objet du contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- Conceptions des installations
- Détection
- Contrôle d'étanchéité
- État des stocks des fluides frigorigènes
- Campagne de mesures des composés Per- et poly-fluoroalkylés (PFAS)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôles étanchéité	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 8.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Stocks fluides frigorigènes	Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 8.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Per / polyfluoroalkylés	Arrêté Ministériel du 20/06/2026, articles 3 et 4-III	Demande d'action corrective	3 mois
6	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Déclaration des pertes en Hydrofluorocarbones - GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2020	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 23/09/2024, article 8.2.4	Sans objet
2	Détection de gaz Inflammables	Arrêté Préfectoral du 23/09/2024, article 7.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation semble propre et bien tenue ; cependant, l'exploitant doit s'améliorer quant à la mise en œuvre de ses obligations de suivi des fluides frigorigènes présents sur site et de leurs impacts sur l'environnement.

L'exploitant doit notamment être en mesure de détailler la quantité exacte de fluide frigo détenue sur son site par une gestion des stocks rigoureuse, et de veiller à l'exhaustivité des contrôles d'étanchéité sur la totalité de ses équipements.

De plus, l'exploitant doit être en mesure de calculer ses pertes en hydrofluorocarbones pour s'assurer de remplir, le cas échéant, ses obligations de déclarations de pertes annuelles sur la plateforme GEREPE.

Par ailleurs, le site de Calorie Fluor a une obligation de mener une campagne de recherche des Per/ Polyfluoroalkylées (PFAS) dans ses eaux de rejet, ce qui n'a pas été mené à bien en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2024, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives aux fluides frigorigènes inflammables
Prescription contrôlée : La zone de stockage de fluides frigorigènes inflammables : (...) <ul style="list-style-type: none">- cette zone de stockage des fluides frigorigènes inflammables est délimitée et matérialisée par un marquage au sol.- cette zone de stockage des fluides frigorigènes inflammables présente des casiers de stockage pour accueillir les bouteilles contenant les fluides frigorigènes inflammables.- des extincteurs à poudre ABC sont disposés à proximité de la zone de stockage des fluides frigorigènes inflammables.
Constats : Lors de la visite de site, l'inspection constate que la zone de stockage de fluide frigorigène est délimitée et matérialisée par un marquage au sol. Des casiers de stockage sont positionnés sur les différents niveaux de stockage des fluides frigo. Certaines bouteilles sont stockées en palettes filmées, dont l'exploitant indique qu'elles sont reçues, stockées et re-expédiées sans être déballées. Quatre extincteurs à poudre de 6 kilos chacun ont été ajoutés à proximité de la nouvelle zone de stockage des fluides frigo inflammables : ils portent les numéros 44, 45, 46, et 47.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection de gaz Inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2024, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz Inflammables
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'une centrale de détection gaz reliée à un dispositif de détection des fluides frigorigènes dangereux de classe A2L.
Constats : Durant la visite de site, l'inspection constate la présence d'un dispositif de détection des fluides frigorigènes dangereux de classe A2L à proximité de la nouvelle zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles d'étanchéité
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, à un contrôle initial d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur remplissant les conditions prévues aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement. Ce contrôle est renouvelé tous les ans et à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors ces contrôles, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet à l'exploitant, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Les opérateurs qui procèdent au contrôle d'étanchéité apposent un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation. (...)
Constats : La dernière intervention faite sur l'étanchéité des cuves a eu lieu le 29 janvier 2025, veille de l'inspection, objet du présent rapport; l'exploitant n'est pas en mesure de remettre le rapport édité à la suite de l'intervention du 7 juillet 2024 : Celui-ci aurait été égaré. L'exploitant remet les fiches d'intervention du 29 janvier 2025 pour les cuves n° 2086, 2085, GMMU 3003276, 97ra 0004, 97ra0003 et ra 0001, sur lesquelles aucune anomalie n'est signalée. Il remet également les fiches d'intervention n° 5310, 5309, ra0002, 5308 et 5311 : celles-ci signalent des fuites constatées au moment de l'intervention et précise « Fuite sur raccord visé sur la vanne, réparé par le client ». L'inspection a pu constater lors de la visite de site, l'absence de marquage amovible sur les cuves concernées par les fuites, que le prestataire aurait fixé sur les cuves dont les fuites n'auraient pas été réparées. L'exploitant explique qu'un auto-contrôle par trimestre, est prévu dans les procédures internes au site, mais que celui-ci n'est pas fait actuellement, car le poste de responsable de la maintenance est vacant depuis plusieurs mois. Lors de la visite de site, l'inspection constate que la cuve identifiée sous la référence « R410 A », n'a pas fait l'objet du contrôle d'étanchéité réglementaire.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection la liste exhaustive des équipements soumis au contrôle d'étanchéité sur son installation.</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, au plus tard sous un mois, le contrôle d'étanchéité de la cuve identifiée sous la référence « R410 A » et le cas échéant le contrôle d'étanchéité des équipements de la liste qui n'auraient pas fait l'objet du contrôle le 29 janvier 2025 .</p> <p>L'exploitant doit transmettre la justification du (des) contrôle (s) fait(s) et des constats faits sur le ou les équipement (s) à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stocks fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2009, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de tenue des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des hydrocarbures halogénés stockés, (...).</p> <p>Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection un état des stocks d'où sont extraits les quantités suivantes relatives aux quantités de fluide frigo détenues sur site et relevant de la rubrique 4718 : 7,036 tonnes de fluide frigo 4718 en bouteilles et 1, 450 tonnes en cylindre.</p> <p>Il semble que l'état des stocks soit erroné : l'exploitant indique qu'il n'y a pas de cylindre stocké sur site, ce que l'inspection a pu constater.</p> <p>Par mail du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis un état des stocks, arrêté au 30 janvier 2025 qui précise qu'il n'y a pas de stocks de gaz Inflammables liquéfiés en cylindre sur le site.</p> <p>De plus, en lien avec le point de contrôle n° 7 ci-dessous, il semble que l'exploitant ne soit pas en mesure de connaître les quantités réelles qui rentrent sur son site dans les bouteilles de fluides frigorigènes rendues par les clients : les reliquats variables de fluides frigorigènes « fantômes » ne sont ni évalués, ni pris en compte par l'exploitant dans son état des stocks.</p> <p>Celui-ci se contente de les compléter, de les renvoyer aux clients et de facturer la quantité totale contenue dans la bouteille.</p> <p>Il ne dispose donc pas d'un état des lieux complets, nécessaire aux services de secours en cas d'intervention, et à l'inspection pour pouvoir juger du respect des quantités présentes sur site par rapport à celles autorisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de produire un état des stocks qui correspondent à la réalité du stockage sur site. Celui-ci doit préciser la nature et la quantité des hydrocarbures halogénés stockés et tenir compte des reliquats de produits détenus dans les bouteilles rendues par les clients.</p> <p>L'exploitant doit détailler le contenu et calendrier de réalisation des actions qu'il met en œuvre pour garantir la justesse quotidienne des stocks</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Per et polyfluoroalkylées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4-III
Thème(s) : Produits chimiques, Prélèvement et analyses - Per et polyfluoroalkylées (PFAS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. . [...]</p> <p>Article 4-III</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [= via GIDAF]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de transmettre les trois résultats d'analyse liés à la campagne 2024 de recherche de per et polyfluoroalkylées (PFAS) qui aurait dû avoir lieu sur trois mois en 2024.</p> <p>Cependant, il remet un rapport d'essai référencé : ULY25-002452-1 du 24 janvier 2025. Sur les prélèvements réalisés sur les deux point de rejet des eaux pluviales, le 11/12/24, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le point de rejet n° 2 , en conclusion : « le prélèvement du point n° 2 est non-accrédité, il est impossible de faire une mesure de débit à cause de la configuration de l'égout, l'écoulement n'est pas continu et constant. - Pour le point de rejet n° 1 : il semble que de l'acide perfluorobutanoïque (PFBA) soit présente au-delà de la limite de quantification pour une valeur de 1065 ng/l E/L. <p>L'exploitant avait transmis par mail du 5 décembre 2024, le courrier de son prestataire en charge du contrôle PFAS, daté du 31 octobre 2024.</p> <p>Le prestataire y explique les difficultés de prélever dans un contexte où « il n'y a pas d'eau à prélever », d'autant plus que les prélèvements doivent être réalisés chaque mois sur trois mois consécutifs.</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection visualise un des deux points de prélèvement désigné par l'exploitant ; il semble que la quantité d'eau y soit insuffisante pour réaliser des prélèvements et analyses de recherche de PFAS.</p> <p>Il convient que l'exploitant propose des dispositions permettant de réaliser ces prélèvements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les trois résultats d'analyse en lien avec le contrôle des PFAS sur son site. La prochaine sollicitation infructueuse sera accompagnée d'une mise en demeure conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation .</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-1
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification des équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <p>(...)</p> <p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection contrôle à l'extérieur des bâtiments, la cuve de fluide frigorigène de 150 000 litres qui porte le n° 2086.</p> <p>Celle-ci affiche la dernière date de requalification périodique au 17 mars 2005, avec estampille et nom de l'organisme intervenant.</p> <p>Celle-ci aurait dû faire l'objet d'un contrôle en 2015 et devrait potentiellement faire l'objet d'un contrôle à venir en 2025.</p> <p>L'exploitant explique que le marquage a été probablement oublié et qu'il est en mesure de fournir l'attestation de requalification correspondant à la cuve n° 2086.</p> <p>Par mail du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis l'attestation de requalification du prestataire en charge du contrôle pour le réservoir tampon concerné n° 2086.</p> <p>La vérification de l'équipement a été réalisée le 27 février 2015 et celle-ci conclut à la requalification périodique de l'équipement.</p> <p>Il est à noter que la prochaine échéance pour une nouvelle requalification est à réaliser avant le 27 février 2025.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la nouvelle requalification pour la cuve n° 2086 qui doit intervenir avant le 27 février 2025.</p> <p>Il doit également veiller à ce que le marquage soit effectivement réalisé par le prestataire lors des requalifications périodiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Déclaration des pertes en Hydrofluorocarbones - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2020, article 2 et annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des émissions et de transferts de polluants et déchets - GEREP

Prescriptions contrôlées :**Article 2 :**

Le registre [GEREP] contient les informations suivantes :

(...)

- les quantités rejetées de chacun des polluants visés à l'annexe II dans l'eau, l'air et le sol ; [...] qui sont déclarées chaque année dans les conditions précisées au titre II du présent arrêté.

Annexe II :

Liste des polluants et seuil de déclaration des rejets dans l'air en Kg/an pour les [...]Hydrofluorocarbones (HFC) (4) : à partir de 100 kg

Constats :

L'inspection s'étonne auprès de l'exploitant, du fait que le site de Calorie Fluor ne déclare pas de perte en Hydrofluorocarbones (HFC), alors que c'est le cas de plusieurs installations connues de l'inspection et qui présentent des similarités avec l'installation contrôlée.

L'exploitant explique que les rejets ne sont déclarés que lorsque ceux-ci sont en lien avec un accident et qu'il n'est pas en mesure de calculer les éventuels rejets chroniques de HFC de son site.

L'exploitant précise qu'il n'est pas en mesure d'établir un bilan matière dans la mesure où les bouteilles renvoyées par les clients contiennent toujours des quantités variables de HFC. Toutefois, l'exploitant facture une bouteille pleine au prochain client, alors qu'elle n'a été que complétée. L'exploitant n'a pas mis en place le calcul du différentiel, ce qui ne lui permet de formuler un calcul de perte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit pouvoir calculer, ou a minima estimer les pertes en HFC.

Dans l'hypothèse où ces pertes seraient supérieures à 100 kg par an, celles-ci devront être déclarées annuellement via la plateforme GEREP.

Par ailleurs, les quantités de fluides frigorigènes détenues sur site doivent être connues au titre de l'article 8.3.4 (voir point de contrôle n°4 ci-dessus). L'exploitant doit connaître les quantités de produits présentes dans l'installation, ce qui lui permettra de calculer les éventuelles pertes de gaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois